(¹)

(N° 160.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 31 MARS 1852.

Interprétation de l'art. 23 de la loi du 27 avril 1820 sur la milice ⁽¹⁾.

Rapport fait, au nom de la commission ⁽²⁾, par M. MOREAU.

MESSIEURS,

L'art. 94, § *mm*, de la loi du 8 janvier 1817, sur la milice, accorde une exemption *provisoire* à celui dont le frère unique ou demi-frère unique se trouve, soit en personne, soit par remplacement ou par *substitution*, en service actif dans la milice nationale ou l'armée de terre ou de mer, dans un rang inférieur à celui de second lieutenant ou qui serait désigné pour la milice.

Les art. 22 et 23 de la loi du 27 avril 1820 qui modifie la loi précitée de 1817, sont conçus en ces termes :

ART. 22. « Est exempté pour toujours le frère de celui qui a rempli son temps » de service, qui a été congédié pour défauts corporels contractés dans le service » ou qui est décédé au service. »

ART. 23. « Est exempté pour toujours le frère de celui qui a fourni un *rem-* » *plaçant* lequel a rempli son temps de service, a été congédié pour défauts » corporels contractés dans le service ou est décédé au service. »

Se fondant sur ces dispositions, un milicien de la levée de 1851, de la commune de Lendelede, a réclamé une exemption *définitive*, parce que son frère aîné avait fourni un *substituant* qui est décédé au service.

Le 19 mars 1851, le conseil de milice de l'arrondissement de Courtrai a rejeté cette réclamation et cette décision a été confirmée en appel, le 17 août suivant, par la députation permanente du conseil provincial de la Flandre occidentale.

Mais par arrêt du 17 juin même année, la Cour de Cassation l'a annulée et a renvoyé l'affaire devant la députation permanente du conseil provincial de la Flandre orientale.

(1) Projet de loi, n° 135.

(2) La commission était composée de MM. DE MUELENAERE, président, E. VANDENPEEREBOOM, MOREAU, CH. ROUSSELLE et COOLS.

Ce dernier collège jugeant, comme l'avait fait la députation permanente de la Flandre occidentale, a confirmé la décision du conseil de milice de l'arrondissement de Courtral, qui désignait ce milicien pour le service.

La Cour régulatrice, siégeant chambres réunies, a cassé, le 12 novembre dernier, l'arrêté de la députation permanente du conseil provincial de la Flandre occidentale.

En conséquence, aux termes de l'art. 23 de la loi du 4 août 1832, M. le Ministre de la Justice vous présente un projet de loi qui donne à l'art. 23 de la loi du 27 avril 1820, l'interprétation admise par les députations permanentes des conseils provinciaux des Flandres, en déclarant qu'il n'est pas applicable en cas de substitution.

La question que la commission, à laquelle vous avez renvoyé ce projet de loi, avait à examiner n'était pas celle de savoir s'il convient ou non de faire jouir d'une exemption définitive le frère puiné, lorsque le fils aîné d'une famille a mis un substituant qui est décédé au service, et ainsi de faire produire à cet égard les mêmes effets à la substitution qu'au remplacement.

Sa tâche se bornait à rechercher si le législateur a voulu accorder et a, en effet, accordé au milicien dont le frère aîné a fourni un substituant décédé au service, la même exemption que celle qu'il a établie en faveur du frère puiné de celui qui est décédé au service ou qui a mis un remplaçant également décédé dans les mêmes circonstances.

C'est en se plaçant à ce point de vue, que votre commission a taché de donner à la question précitée, une solution conforme à l'esprit et aux dispositions des lois sur la milice.

Voici les motifs qui l'ont déterminée à adopter le projet de loi.

La loi de 1817 consacre deux modes de se libérer du service personnel de la milice, le remplacement et la substitution.

Mais elle est loin de confondre le remplacement, qui est un louage de service, avec la substitution, qui est un échange de service; il suffit de lire les art. 95 à 110, pour être convaincu que le législateur ne les a pas traités de la même manière.

Si même l'art. 94, § *mm*, considère la substitution comme donnant droit à la même exemption *temporaire*, que le service soit personnel soit par remplacement, on aurait tort d'en conclure qu'il doit en être de même lorsqu'il s'agit d'une exemption *définitive*; on aurait tort de prétendre que, quelque soit le mode de sa prestation, le service doit produire, dans tous les cas, les mêmes résultats.

En effet, l'art. 100 de la loi de 1817 porte, en termes exprès, que si le remplaçant obtient son congé absolu pour cause d'infirmités contractées durant son service, ou s'il vient à décéder pour quelque cause que ce soit, le remplacé et son frère puiné seront libérés de toute obligation du service de la milice nationale.

Ainsi la loi de 1817 elle-même fait une distinction bien explicite entre le service par substitution et celui qui a lieu par remplacement. Elle exempte seulement le frère du substitué pour autant que le substituant soit encore en activité de service, tandis qu'elle rend cette exemption définitive, lorsque le remplaçant est devenu impropre au service par suite d'infirmités ou y est décédé, et c'est lorsque le législateur de 1817, sous la rubrique, *du remplacement et de la substitution*, détermine les avantages que procure le remplacement à la famille, qu'il se contente de déclarer

(art. 110), que la substitution ne confère au substitué d'autre droit à l'exemption que celui dont jouit le substituant, sans dire mot de l'exemption définitive dont elle aurait voulu prétendument faire jouir le frère du substitué.

En présence de ces dispositions et de l'art. 77, qui veut qu'aucun individu ne soit exempté du service de la milice, soit pour un an soit définitivement, que pour autant qu'il se trouve dans un des cas énoncés dans la loi, il a paru à votre commission qu'il était évident que le décès d'un substituant au service ne pouvait être, sous le régime de la loi de 1817, une cause d'exemption définitive pour le frère du substitué, puisque ce cas d'exemption n'était pas, comme l'est celui résultant du remplacement, écrit dans la loi et qu'il y a tout lieu de croire que c'est à dessein qu'elle a gardé le silence sur ce point.

Maintenant la loi du 27 avril 1820, dans les art. 22 et 23 a-t-elle apporté quelques modifications à cet état de choses ?

Votre commission l'a d'autant moins pensé, Messieurs, qu'elle a trouvé la consécration de son opinion dans le rapport adressé au Roi par M. le Ministre de l'Intérieur, rapport qui forme l'Exposé des motifs de la loi de 1820, et qui tranche, selon nous, la question de la manière la plus formelle et la plus explicite (1).

Le législateur de 1820, en modifiant sur d'autres points l'art. 100 de la loi de 1817, devait reproduire dans la loi nouvelle les dispositions que cet article contenait, concernant les avantages accordés au frère de celui qui s'était fait remplacer, et c'est seulement ce qu'il a fait, sauf qu'il a ajouté que le remplaçant, qui a rempli son temps de service, ferait obtenir les mêmes exemptions que le remplaçant qui a été congédié pour défauts corporels contractés dans le service ou qui est décédé au service.

Mais il n'a rien changé au régime établi par l'art. 94, § *mm*, quant à l'exemption seulement temporaire que procure la substitution ; il n'a rien changé en ce qui concerne le frère du substitué qui, par conséquent, n'a droit à l'exemption que pour autant que le substituant se trouve en service actif.

La loi ne contient donc aucune disposition qui permette, dans le cas dont il s'agit, d'accorder l'exemption définitive, aucune disposition qui puisse la justifier, et, dans l'espèce, il faut, comme nous l'avons déjà dit, se borner à voir ce qu'elle permet, et faire de ses dispositions une application rigoureuse, sans examiner, *à priori*, s'il y a ou non des motifs pour n'établir aucune distinction quant aux droits que pourraient donner à une exemption les services faits en personne ou par remplacement ou ceux qui sont faits par substitution.

Du reste la loi a pu très-bien, sans commettre la moindre injustice, sans violer aucun principe d'équité, attribuer certaines faveurs au remplacement sans les étendre à la substitution. Elle a pu offrir aux familles deux moyens de libérer leurs enfants du service militaire, en les prévenant que tel mode de libération, suivant qu'il était plus ou moins onéreux pour elles, leur procurerait des avantages plus grands ou moindres.

Elle a pu leur faire connaître, en déclarant que nulle exemption ne serait acquise si elle n'était formellement écrite, que le service par substitution ne comp-

(1) Voir l'Exposé des motifs du projet de loi, p. 3.

terait pas pour tous les membres de la famille comme le service personnel ou par remplacement. Celui donc qui a donné la préférence à la substitution n'a pas le droit de se plaindre si même plus de la moitié de ses enfants mâles est successivement appelé au service, car ce principe que l'on invoque n'est pas tellement absolu qu'il ne puisse admettre certaines exceptions, et, en réalité, il ne reste pas tout à fait entier lorsque de deux frères le puîné est appelé au service si l'aîné en a été congédié pour infirmités qui n'ont pas été contractées par le fait du service.

D'ailleurs il y aurait peut-être, sous certains rapports, inégalité dans la position des miliciens en général, si l'on assimilait entièrement le service par substitution à celui qui se fait par remplacement.

Des miliciens peuvent, plus facilement que d'autres, fournir des substituants qui doivent être choisis dans la même commune et dans la même classe ou dans une classe plus élevée que celle à laquelle appartient le milicien, et ainsi ils jouiraient d'autant d'avantages que ceux qui auraient été forcés de se faire remplacer sans avoir l'inconvénient des charges résultant du remplacement.

Aussi votre commission a-t-elle constaté que, dans la pratique, les corps administratifs chargés d'appliquer l'art. 23, ont donné à cette disposition l'interprétation que le projet de loi consacre et qui est d'ailleurs celle qui est indiquée dans plusieurs instructions ministérielles, et entre autres dans les circulaires des 14 mars 1826, 31 mai 1832, 9 juin 1837 et 28 décembre 1840.

Elle peut, en outre, invoquer à l'appui de son opinion l'arrêté royal du 4 novembre 1822, porté peu de temps après la promulgation de la loi de 1820, pour prévenir, disent les considérants, une application erronée et fautive des art. 22 et 23 de la loi du 27 avril 1820, pour autant que ces articles accordent une exemption définitive au frère de celui qui a rempli son temps de service, *soit en personne, soit en remplacement.*

Or, cet arrêté énumère quelles sont les pièces que doit fournir le frère du remplacé et dans quelle forme elles doivent être rédigées pour lui donner droit à l'exemption définitive, et présuppose évidemment que le frère de celui qui a fourni un substituant congédié du service ne peut les obtenir.

En conséquence, votre commission, à l'unanimité des quatre membres qui ont pris part à la discussion, a l'honneur de vous proposer l'adoption du projet de loi.

Toutefois, en terminant, elle croit devoir appeler l'attention bienveillante du Gouvernement sur la position pénible des pères de famille, qui de bonne foi, depuis les arrêts de la Cour de Cassation, ont pensé qu'ils libéreraient du service militaire deux de leurs enfants en recourant à la substitution, et sur la position de ceux qui peut-être ont été obligés de laisser servir en personne ou de faire remplacer ou substituer leurs fils qui n'auraient pas été désignés pour le service, si l'on avait continué à faire, comme les années précédentes, l'application de l'art. 23 de la loi de 1820.

Le Rapporteur,
AUG. MOREAU.

Le Président,
C^{te} DE MUELENAERE.